

Rentrée 2012 : encore 345 suppressions de postes dans l'académie !

C'est un « cadeau » de fin d'année dont on se serait bien passé : le ministère de l'éducation nationale a fait connaître au Comité Technique Ministériel du 16 décembre ses projets de suppressions de postes de la maternelle aux lycées.

L'académie de Besançon perdrait encore 345 postes à la prochaine rentrée : 154 dans le premier degré, 177 dans les collèges et lycées, auxquels il faut ajouter 14 postes administratifs !

Avec plus de 2,4% de ses emplois supprimés, notre académie figure au palmarès des plus touchées par les suppressions (+ 1 point par rapport à la moyenne nationale !), alors même que la baisse des effectifs élèves prévue par le ministère se situe entre 0% et - 0,75%.

Après les saignées des dernières années, la rentrée s'annonce donc d'ores et déjà catastrophique.

Dans les collèges et lycées francs-comtois, la situation est déjà tellement dégradée qu'il apparaît impossible d'absorber ces suppressions en augmentant uniquement les effectifs par classe qui atteignent déjà des niveaux insupportables (jusqu'à 38 élèves dans une classe de première au lycée Condorcet de Belfort !).

Le recteur, loin de toutes considérations pédagogiques, va devoir monter d'un cran dans la casse du service public d'éducation. De nombreuses options voire même des filières complètes sont ainsi menacées, particulièrement les filières technologiques ainsi que de nombreuses formations en lycées professionnels.

Et cela ne suffira sans doute pas encore tant la purge envisagée est sévère : il y a fort à parier que les attaques se porteront également sur les formations post-bac des lycées, où nombre de BTS et classes préparatoires sont dorénavant dans le collimateur de nos liquidateurs.

On pensait avoir touché le fond mais manifestement le ministère entend accélérer encore la descente aux enfers !

Le SNEP-FSU, le SNES-FSU et le SNUEP-FSU refusent de voir sacrifier l'avenir de milliers de jeunes francs-comtois. Ils appellent d'ores et déjà l'ensemble des personnels du second degré à reprendre et à amplifier la mobilisation dès le mois de janvier pour faire obstacle aux projets destructeurs du ministère.